

La mensuration officiel dans le contexte international

Autor(en): **Stuedler, Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cadastre : revue spécialisée consacrée au cadastre suisse**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 4

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-871618>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La mensuration officielle dans le contexte international

■ Les domaines du cadastre et de l'administration foncière, parmi lesquels on compte naturellement la mensuration officielle (MO) suisse, ont connu des développements importants au cours des dix à quinze dernières années dans bon nombre de pays. L'intensification des activités internationales, auxquelles la Suisse prend part, témoigne elle aussi de cette évolution.

Les contributions succinctes réunies dans les pages suivantes brossent un tableau d'ensemble des différents acteurs internationaux.

Dans les années 1990, ce sont surtout le cadastre et sa contribution à l'économie nationale qui occupaient le devant de la scène. La notion d'«administration foncière» a ensuite été introduite pour élargir un peu le champ couvert par cette contribution à l'économie nationale, créant ainsi le lien de base avec les informations foncières en général.

Les événements suivants ont contribué au développement des domaines du cadastre et de l'administration foncière au cours des vingt dernières années:

- 1994: «Manifeste de la FIG¹ sur le cadastre»: définition claire de la notion de cadastre
- 1996: UN-ECE² – création du groupe de travail WPLA³: le développement économique des pays de l'ex-bloc communiste, couplé à la réintroduction de la propriété foncière privée, a nécessité un transfert de savoir-faire et des systèmes cadastraux aptes à jouer leur rôle
- 1996: «Guidelines on Land Administration» publiés par l'UN-ECE
- 1996: Lancement de l'infrastructure mondiale de données spatiales GSDI⁴: la géoinformation, les réseaux de données et les infrastructures de géodonnées numériques sont reconnus comme des éléments à part entière de l'économie nationale et le débat à leur sujet se situe désormais au niveau mondial
- 1998: «Cadastre 2014»: vision pour un système cadastral du futur, intégrant par exemple des restrictions de droit public à la propriété foncière
- 1999: «Déclaration de Bathurst (ONU/FIG)»: le développement durable a besoin d'une administration foncière de qualité
- 2000: Hernando De Soto – Le mystère du capital: aiguillon de la discussion sur le rôle central joué par des systèmes de cadastre et de registre foncier fiables et standardisés dans le développement durable d'un pays
- 2007: Document de prospective «Cadastre and Land Registration in Europe in 2012» publié par EuroGeographics: les systèmes cadastraux fournissent des données et des prestations de services pour documenter la propriété foncière et font office de bases pour d'autres géoinformations
- 2009: GSDI et FIG: début des discussions portant sur le rôle de la bonne gouvernance, de la géoinformation, du concept de «Spatially-Enabled Society» et d'autres facteurs.

Nous souhaiterions, par les contributions succinctes réunies dans les pages suivantes, brosser un tableau d'ensemble des principaux acteurs internationaux dans les domaines du cadastre et de l'administration foncière en mettant en avant l'engagement de la Suisse dans chaque cas.

Daniel Steudler
Direction fédérale des mensurations cadastrales
swisstopo Wabern
daniel.steudler@swisstopo.ch

¹ Fédération Internationale des Géomètres

² United Nations Economic Commission for Europe

³ Working Party on Land Administration

⁴ Global Spatial Data Infrastructure Association